

BE-A0524_717387_800898_FRE

Inventaire des archives de la commune de
Donstiennes. Dépôt 2019, 1806-1977
(1980)



Het Rijksarchief in België
Archives de l'État en Belgique
Das Staatsarchiv in Belgien
State Archives in Belgium

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:.....	7
Consultation et utilisation.....	8
Conditions d'accès.....	8
Conditions de reproduction.....	8
Histoire du producteur et des archives.....	9
Producteur d'archives.....	9
Nom.....	9
Historique.....	9
Compétences et activités.....	10
Organisation.....	11
Archives.....	11
Historique.....	11
Acquisition.....	13
Contenu et structure.....	14
Contenu.....	14
Conseil communal et Collège des bourgmestre et échevins.....	15
Finances et fiscalité.....	15
Patrimoine.....	16
État civil.....	16
Population.....	16
Élections.....	17
Affaires militaires.....	17
Travaux publics.....	18
Enseignement.....	18
Bienfaisance ou assistance publique.....	18
Culte.....	18
Langues et écriture des documents.....	19
Sélections et éliminations.....	19
Accroissements / compléments.....	19
Mode de classement.....	19
DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS.....	23
I. Généralités.....	23
A. Conseil communal.....	23
1 - 2 Extraits du registre aux délibérations. 1939-1960.....	23
B. Collège des bourgmestre et échevins.....	23
5 - 7 Registres aux délibérations. 1884-1933, 1941-1944, 1965-1976.....	23
8 - 9 Registres aux procès-verbaux des séances. 1927-1934, 1949-1964.....	23
C. Publication et affichage des règlements et arrêtés.....	24
11 - 12 Registres aux publications. 1896-1901, 1922-1975.....	24
D. Correspondance générale.....	24
13 - 14 Registres-indicateurs de la correspondance. 1929-1930, 1947.....	24
E. Responsabilité, contentieux et actions en justice.....	24
II. Organisation et personnel.....	25
A. La commune en tant qu'entité administrative.....	25
1. Fusion.....	25
2. Territoire.....	25
3. Coopération intercommunale.....	25
18 - 22 Dossiers relatifs aux coopérations intercommunales. 1948-1959,	

1963, 1966-1976.....	25
B. Organisation et membres des organes politiques.....	25
1. Conseil communal.....	25
2. Bourgmestre.....	26
25 - 26 Dossiers individuels. 1921-1974.....	26
C. Organisation des archives.....	26
D. Personnel des services.....	26
1. Statut du personnel, traitements et autres règlements.....	26
2. Effectifs, registres du personnel et autres états généraux.....	26
29 - 30 Dossiers relatifs aux recrutements. 1947, 1951-1953.....	26
3. Dossiers du personnel administratif et technique.....	27
33 - 42 Dossiers individuels. 1907-1976.....	27
33 - 35 Gardes champêtres. 1907-1950.....	27
36 - 39 Secrétaires. 1908-1962, 1964-1976.....	27
40 - 41 Receveurs. 1936-1975.....	27
4. Dossiers du personnel ouvrier.....	27
43 - 52 Dossiers individuels. 1940-1954.....	27
43 - 49 Employés au ravitaillement. 1940-1951.....	27
51 - 52 Ouvriers. 1947-1954.....	28
5. Dossiers du personnel enseignant.....	28
53 - 66 Dossiers individuels. 1900-1974.....	28
6. Autres dispositions et services sociaux pour le personnel communal.....	29
III. Patrimoine.....	30
70 - 72 Dossiers relatifs aux locations. 1862-1927, 1946-1975.....	30
73 - 74 Dossiers relatifs aux ventes. 1867-1871, 1959-1965.....	30
75 - 76 Dossiers relatifs aux ventes d'excédents. 1874, 1905-1909.....	30
77 - 80 Dossiers relatifs aux acquisitions. 1874, 1878, 1969, 1971.....	30
78 - 79 1878.....	30
81 - 84 Dossiers relatifs aux échanges. 1879, 1882, 1896.....	31
83 - 84 1896.....	31
IV. Finances et fiscalité.....	32
A. Comptabilité du secrétariat.....	32
1. Budgets et annexes.....	32
86 - 100 Budgets annuels. 1837-1975.....	32
2. Registres de comptabilité.....	33
102 - 108 Grands-livres des recettes et dépenses. 1970-1976.....	33
3. Emprunts.....	33
4. Subventions des autorités supérieures.....	33
B. Comptabilité du receveur.....	34
1. Registres de comptabilité.....	34
112 - 115 Livres-journaux de caisse. 1900-1911, 1915-1931.....	34
2. Comptes et pièces justificatives.....	34
116 - 124 Comptes annuels. 1865-1974.....	34
125 - 156 Pièces justificatives aux comptes. 1893-1976.....	35
3. Entrée en fonction du receveur.....	37
157 - 158 Comptes de fin de gestion. 1906, 1976.....	37
C. Impositions et taxes.....	37
1. Impôts communaux.....	37
160 - 170 Dossiers relatifs aux taxes. 1844-1976.....	37
171 - 172 Rôles de taxes. 1909, 1920-1923, 1925.....	38
2. Impôts provinciaux.....	38
174 - 181 Rôles de taxes. 1917, 1947-1976.....	38
175 - 176 1947-1976.....	38

180 - 181 1976.....	39
3. Impôts d'état.....	39
V. Cimetières et funérailles.....	40
VI. Population.....	41
A. Registres et mouvements de la population.....	41
185 - 195 Registres de la population. 1847-1980.....	41
188 - 189 1901-1910.....	41
196 - 206 Index des registres de la population. 1847-1980.....	41
207 - 208 Registres des sorties. 1892-1911, 1942-1963.....	42
209 - 211 Registres des entrées. 1896-1962.....	42
B. Recensements et autres états de la population.....	43
212 - 214 Dossiers relatifs aux recensements généraux de la population. 1920, 1947, 1970.....	43
C. Étrangers.....	43
VII. Élections.....	44
A. Listes électorales et listes dérivées.....	44
219 - 225 Listes des jurés d'assises. 1901, 1909-1910, 1932, 1947, 1952, 1965.....	44
228 - 231 Listes des électeurs généraux, provinciaux et communaux. 1952, 1956, 1960, 1962.....	44
B. Révision des listes électorales.....	45
233 - 238 Dossiers relatifs aux révisions des listes des jurés d'assises. 1932, 1938, 1947, 1966, 1969, 1973.....	45
C. Dossiers des élections.....	45
241 - 248 Dossiers relatifs aux élections communales. 1903-1970.....	45
VIII. Affaires militaires et guerres.....	47
A. Milice et volontaires (1817-1976).....	47
1. 1817-1923.....	47
250 - 304 Dossiers relatifs aux levées de milice. 1826-1923.....	47
306 - 311 Registres des militaires en congé illimité. 1879-1924.....	50
312 - 314 Registres aux actes de publication des appels interjetés tendant à obtenir une exemption ou à faire prononcer l'exclusion. 1882-1884, 1891, 1901-1910.....	51
315 - 316 Registres aux actes de publication des décisions prononçant des exemptions ou des exclusions qui ont été prises par les Conseils de milice, la Commission provinciale, la Cour d'appel ou le Conseil de révision. 1901-1910.....	51
2. 1924-1976.....	51
317 - 367 Dossiers relatifs aux levées de milice. 1924-1976.....	51
B. Mobilisation, réquisitions et cantonnements militaires en temps de paix.....	55
372 - 376 Registres de classement. 1900, 1906-1909, 1920-1921, 1924-1929, 1931-1935.....	55
372 - 375 Chevaux, mules et voitures. 1900, 1906-1909, 1920-1921, 1924-1929.....	55
377 - 379 Dossiers relatifs aux réquisitions. 1903-1913, 1920, 1923-1938, 1940.....	55
380 - 381 Dossiers relatifs aux recensements. 1919-1923, 1949-1953.....	55
C. Guerres et conséquences.....	56
1. Première Guerre mondiale.....	56
2. Seconde Guerre mondiale.....	56
388 - 391 Dossiers relatifs aux réquisitions. 1940-1944.....	56
IX. Ordre et sécurité publics.....	58
X. Santé publique.....	59

A. Services communaux.....	59
1. Inspection médicale scolaire.....	59
2. Service communal de vidange et des immondices.....	59
B. Exécution des tâches communales.....	59
1. Lutte contre les maladies épidémiques.....	59
2. Surveillance sanitaire, sécurité et hygiène de l'agriculture et de la sylviculture, de l'industrie, des métiers et du commerce.....	59
3. Police sanitaire des animaux domestiques.....	60
4. Contrôle des établissements dangereux, insalubres et incommodes.....	60
413 - 414 Dossiers relatifs aux demandes d'exploitation de sucreries. 1875- 1920, 1925-1975.....	60
416 - 425 Dossiers relatifs aux demandes d'exploitation d'autres établissement dangereux, insalubres et incommodes. 1909-1976.....	60
418 - 419 1916.....	61
427 - 428 Dossiers relatifs aux demandes d'exploitation d'ateliers automobiles. 1935, 1959, 1974.....	61
429 - 435 Dossiers relatifs aux demandes d'exploitation de silos de pulpes de betteraves. 1957-1958, 1965-1966, 1969.....	61
432 - 434 1966.....	62
436 - 439 Dossiers relatifs aux demandes d'exploitation de dépôts de carburant. 1959, 1965-1966, 1971-1972, 1975.....	62
440 - 444 Dossiers relatifs aux demandes d'exploitation d'infrastructures électriques. 1959, 1961-1962, 1970, 1972.....	62
441 - 442 Lignes électriques. 1961-1962, 1970.....	62
443 - 444 Régulateur de tension. 1970, 1972.....	63
XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme.....	64
A. Travaux aux bâtiments, monuments et installations immobilières diverses.....	64
1. Bâtiments scolaires.....	64
447 - 448 Dossiers relatifs aux constructions. 1960-1965, 1967-1969.....	64
2. Bâtiments du culte.....	64
3. Bâtiments affectés à des fins économiques.....	64
B. Travaux et inspection de la voirie (y compris les ponts, les quais).....	64
453 - 457 Dossiers relatifs aux constructions. 1867, 1869-1870, 1899-1902, 1910-1912.....	65
453 - 454 Égouts. 1867, 1910-1912.....	65
458 - 467 Dossiers relatifs aux améliorations. 1868-1971.....	65
461 - 462 Chemin n° 1. 1887-1892, 1909.....	65
465 - 466 Chemin de grande communication n° 80. 1942, 1965-1971.....	66
468 - 472 Dossiers relatifs aux suppressions. 1881, 1900, 1922.....	66
470 - 472 1922.....	66
C. Travaux et inspection des cours d'eau.....	66
D. Services d'utilité publique.....	67
1. Distribution d'eau.....	67
2. Distribution d'électricité.....	67
3. Éclairage public.....	67
4. Téléphone.....	67
5. Radio et télévision câblées.....	67
6. Transports en commun.....	67
E. Aménagement du territoire.....	68
XII. Enseignement.....	69
A. Cadre général.....	69
B. Bâtiments.....	69

C. Personnel.....	69
D. Finances.....	69
E. Obligation scolaire.....	69
F. Activités éducatives ordinaires.....	69
G. Avantages sociaux.....	69
XIII. Culture, sports et divertissements.....	71
502 - 503 Dossiers relatifs aux festivités. 1953-1976.....	71
XIV. Économie.....	72
A. Agriculture et sylviculture.....	72
506 - 510 Dossiers relatifs aux recensements agricoles et horticoles. 1937-1976.....	72
B. Industrie.....	72
C. Commerce.....	72
XV. Affaires sociales.....	73
A. Exécution des tâches communales.....	73
1. Lutte contre la pauvreté et la mendicité.....	73
2. Prise en charge des chômeurs.....	73
3. Aide familiale.....	73
4. Aide aux personnes âgées.....	73
522 - 523 Registres des demandes de pensions. 1965-1975.....	73
B. Règlementation du travail.....	74
XVI. Bureau de bienfaisance et Commission d'assistance publique.....	75
A. Bureau de bienfaisance.....	75
1. Généralités.....	75
2. Patrimoine.....	75
530 - 534 Plans des parcelles sur le territoire de Strée. 1892, 1894.....	75
530 - 531 1892.....	75
532 - 534 1894.....	75
3. Finances.....	75
535 - 541 Budgets annuels. 1867-1925.....	75
542 - 545 Comptes annuels. 1871, 1874, 1885, 1891, 1907.....	76
546 - 549 Pièces justificatives aux comptes. 1871, 1874, 1883, 1908.....	76
B. Commission d'assistance publique.....	77
1. Personnel.....	77
551 - 553 Dossiers individuels. 1941-1947, 1950-1952.....	77
551 - 552 Secrétaires. 1941-1947.....	77
2. Patrimoine.....	77
3. Finances.....	77
556 - 561 Budgets annuels. 1926-1977.....	77
562 - 566 Comptes annuels. 1931-1976.....	78
XVII. Relations avec la fabrique d'église Saint-Étienne.....	79
1. Patrimoine.....	79
567 - 568 Plans de bornage des parcelles. 1895, 1905.....	79
2. Finances.....	79
571 - 577 Budgets annuels. 1837-1975.....	79
578 - 580 Comptes annuels. 1951-1975.....	79

Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:

Commune Donstiennes. Dépôt 2019

Période:

1806 - 1977 (1980)

Numéro du bloc d'archives:

BE-A0524.1011

Dépôt d'archives:

Archives de l'Etat à Mons

Producteurs d'archives:

Commune de Donstiennes, 1795 - 1976

Consultation et utilisation

CONDITIONS D'ACCÈS

Les archives (hormis les registres de la population, des étrangers et de l'état civil) de moins de 30 ans ou de plus de 30 ans mais non librement communicables en raison de restrictions légales liées par exemple à la protection de la vie privée et des données à caractère personnel sont communicables moyennant une autorisation du Collège communal. Les archives de plus de 30 ans et sans restriction légale sont librement communicables. Les archives de plus de 100 ans sont réputées ne plus contenir de données à caractère personnel sur des personnes vivantes et sont donc librement communicables.

Pour les registres de la population et les registres des étrangers clos depuis moins de 120 ans, seuls des extraits, des certificats ou des listes de personnes peuvent éventuellement être délivrées moyennant une autorisation écrite du Collège communal. Les registres clos depuis plus de 120 ans sont communicables à des fins généalogiques ou historiques ou d'autres fins scientifiques.

Pour plus d'information, veuillez consulter le portail www.arch.be.

CONDITIONS DE REPRODUCTION

La reproduction des documents s'opère selon les règlements et tarifs en vigueur aux Archives de l'État. Pour le cas plus particulier des registres de la population et des registres des étrangers, des reproductions peuvent être délivrées pour les seuls registres clôturés depuis plus de 120 ans. Pour les registres de moins de 120 ans, une autorisation du Collège communal est nécessaire.

Histoire du producteur et des archives

PRODUCTEUR D'ARCHIVES

NOM

Commune de Donstiennes

HISTORIQUE

La Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795), en vigueur lors de l'annexion par la France (1er octobre 1795), avait instauré des "municipalités de canton". Entre 1795 et 1800, Donstiennes dispose d'un agent municipal et d'un adjoint, chargés de l'administration des affaires purement locales. La réunion des agents municipaux à Thuin, chef-lieu du canton, constitue la municipalité de canton. En application de la loi concernant la division du territoire de la République et l'administration du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), Donstiennes devient une commune à part entière. En 1801, elle est intégrée dans le canton de justice de paix de Thuin ¹.

La commune fait partie du département de Jemappes (1795-1814) puis de la province de Hainaut ; de l'arrondissement administratif de Charleroi, puis de Thuin à partir du 8 avril 1818, et de l'arrondissement judiciaire de Thuin, puis de Charleroi à partir du 18 mars 1800. Donstiennes relève par ailleurs du canton de milice de Merbes-le-Château à partir du 10 février 1817 et jusqu'au 1er janvier 1826 où elle intègre celui de Thuin ².

La démographie de Donstiennes a évolué comme suit : la commune compte 183 habitants en 1801, 118 en 1810, 167 en 1840, 388 en 1846, 312 en 1890, 282 en 1910, 289 en 1938, 189 en 1961 et 197 en 1976 ³.

L'économie de Donstiennes est principalement agricole. Depuis 1869, on y retrouve également la sucrerie de Donstiennes. Cette dernière est devenue une société anonyme en 1916 et a absorbé plusieurs autres sucreries entre 1905 et 1920, jusqu'à devenir la seule sucrerie de l'Entre-Sambre-et-Meuse ⁴.

Le territoire présente une église dédiée à Saint-étienne, datée de 1763 et restaurée entre 1933 et 1938. La ferme du Château a été bâtie entre les XVIIIe et XIXe siècles sur le site d'un château construit en 1626 et incendié au XVIIIe siècle et en inclurait les vestiges. La cense d'Aulne, a été reconstruite en 1777 par l'abbé Scrippe, de l'abbaye d'Aulne ⁵.

Le 1er janvier 1977, la commune de Donstiennes est fusionnée avec les communes de Biercée, Biesme-sous-Thuin, Gozée, Leers-et-Fosteau, Ragnies, Thuillies et Thuin pour former l'actuelle ville de Thuin.

1 VRIELINCK S., De territoriale indeling van België (1795-1963), Louvain, 2000, 3 volumes.

2 Idem.

3 HASQUIN H., Communes de Belgique, dictionnaire d'histoire et de géographie administrative, t. 1 : Wallonie, Bruxelles, 1980, p. 393-394.

4 Idem.

5 Le patrimoine monumental de la Belgique. Wallonie, vol. 10 : Hainaut. Arrondissement de Thuin., Liège, 1983, p. 688-694.

La fusion forme une entité de 11.725 habitants pour 7.638 hectares et est justifiée en ces termes dans le rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites : "La fusion de ces communes ne peut être que profitable à l'aménagement de la mise en valeur de la région, étroitement liée à l'agglomération de Charleroi. Ensemble homogène capable de répondre aux besoins des populations" ⁶.

COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités jette les bases de l'organisation municipale. Il fixe également le rôle qu'elles doivent remplir :

"Article 49. Les corps municipaux auront deux espèces de fonctions à remplir ; les unes propres au pouvoir municipal ; les autres, propres à l'administration générale de l'État, et déléguées par elle aux municipalités.

Article 50. Les fonctions propres au pouvoir municipal, sous la surveillance et l'inspection des assemblées administratives, sont : de régir les biens et revenus communs des villes, bourgs, paroisses et communautés ; de régler et d'acquitter celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs ; de diriger et de faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la communauté ; d'administrer les établissements qui appartiennent à la commune, qui sont entretenus de ses deniers, ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des citoyens dont elle est composée ; de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics.

Article 51. Les fonctions propres à l'administration générale, qui peuvent être déléguées aux corps municipaux pour les exercer sous l'autorité des assemblées administratives, sont : la répartition des contributions directes entre les citoyens dont la communauté est composée ; la perception de ces contributions ; le versement de ces contributions dans les caisses du district ou du département ; la direction immédiate des travaux publics dans le ressort de la municipalité ; la régie immédiate des établissements publics destinés à l'utilité générale ; la surveillance et l'agence nécessaires à la conservation des propriétés publiques ; l'inspection directe des travaux de réparation ou de reconstructions des églises, presbytères, et autres objets relatifs au service du culte religieux ⁷".

Après l'indépendance de la Belgique, la Constitution belge du 7 février 1831 confie les intérêts exclusivement communaux à des conseils communaux élus directement, mais réserve le contrôle de leurs actes au Roi ou au pouvoir législatif, notamment pour empêcher qu'ils ne sortent de leurs attributions ou ne portent atteinte à l'intérêt général. La Constitution confie également aux autorités communales la rédaction des actes de l'état civil et la tenue des registres. Enfin, le Congrès national déclare qu'il est nécessaire de pourvoir par des lois séparées à l'organisation provinciale et communale.

La loi communale du 30 mars 1836 constitue le fondement du droit communal

6 Arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites, Moniteur belge, 25 septembre 1975.

7 Pasinomie, 1re série, t. 1er, Lois françaises, Bruxelles, 1833, p. 66.

belge contemporain. Constamment adaptée, certains de ses articles demeurent en vigueur dans la nouvelle loi communale (NLC) de 1988 et dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) de 2004.

ORGANISATION

La manière dont les communes sont organisées est déterminée par la loi communale du 30 mars 1836.

Celle-ci prévoit l'existence d'un corps communal regroupant des conseillers, un bourgmestre et des échevins. Ils forment le Conseil communal. Le bourgmestre et les échevins, dont le mode de désignation a évolué au cours du temps, composent le Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal. À côté de ces fonctions politiques, chaque commune dispose d'un secrétaire et d'un receveur. Les commissaires de police et, dans certaines localités, les gardes champêtres se partagent les attributions en matière de police.

Les rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune dressés en exécution de l'article 70 de la loi communale donnent un aperçu de l'organisation de chaque administration communale. Une copie de ces rapports était envoyée au Gouvernement provincial. Enfin, les registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège constituent la source par excellence pour décrire l'organisation de la commune et son histoire.

ARCHIVES

HISTORIQUE

L'article L1123-28 du CDLD dispose : "Le collège communal veille à la garde des archives et des titres ; il en dresse les inventaires en double expédition, ainsi que des chartes et autres documents anciens de la commune, et empêche qu'aucune pièce ne soit vendue ou distraite du dépôt". Cette disposition reprend *mutatis mutandis* les dispositions de l'article 100 de la loi communale de 1836 (devenu l'article 132 de la NLC). Une circulaire ministérielle du 9 janvier 1839 précise que la maison communale est le lieu le plus propre au dépôt des archives communales. La loi du 24 juin 1955 relative aux archives place les archives des communes sous la surveillance de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués. Elles ne peuvent être détruites sans que la commune n'ait obtenu l'autorisation de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués.

La mise en œuvre de ces dispositions et les mesures de sauvegarde ou de gestion des archives sont rarement documentées. Cet aperçu se base donc en ordre principal sur les rapports sur les dossiers centraux de la commune de Donstiennes et de la ville de Thuin constitués par les Archives de l'État et enfin sur des renseignements glanés dans le présent fonds ⁸.

Le 11 janvier 1958, Étienne Sabbe, Archiviste général du Royaume, propose au bourgmestre de transférer les archives de plus de cent ans et les registres

8 ARCHIVES DE L'ÉTAT À MONS, Dossiers centraux, dossier " Ville de Thuin ".

paroissiaux aux Archives de l'état, comme prévu par la loi relative aux archives du 24 juin 1955. Le 4 août 1958, l'Archiviste général du Royaume demande au bourgmestre une liste des registres paroissiaux et tables conservés par la commune. Le relevé du 20 août 1958 indique que la commune conserve les registres aux baptêmes, mariages, décès, et les tables de 1657 à 1820, ainsi que des doubles des registres de 1737 à 1783 ⁹.

En 1959, Armand Louant, conservateur aux Archives de l'État à Mons, est renseigné par un tiers, selon ce dernier le bourgmestre affirme que les registres paroissiaux ont été déposés aux Archives de l'État à Mons. Le 27 avril 1959, le conservateur écrit au bourgmestre que les registres n'ont jamais été réceptionnés aux Archives de l'État, et demande la date du transfert ou si les registres sont encore à l'administration communale. Un audit, un tri et la réalisation d'un inventaire sont également proposés. Un courrier du 30 novembre 1959 de l'Archiviste général du Royaume au bourgmestre informe que les registres paroissiaux seront réceptionnés le 3 décembre 1959 aux Archives de l'État à Mons, par la Fondation Paternostre de la Mairie et un délégué des Archives de l'État, pour microfilmage. Le 3 décembre 1959, Léopold Kumps, délégué de l'Archiviste général du Royaume, confirme la réception de quatre registres paroissiaux et une table ¹⁰.

Le 30 août 1961, l'Archiviste général du Royaume informe le bourgmestre que les registres de la population et du cadastre antérieurs à 1866, ainsi que d'éventuels documents d'Ancien Régime, seront réceptionnés aux Archives de l'état à Mons par la Fondation Paternostre de la Mairie et un délégué des Archives de l'état, pour microfilmage.

Gabriel Wymans, conservateur aux Archives de l'État à Mons, effectue une inspection aux archives de la ville de Thuin en 1979. Vingt-cinq mètres cubes d'archives sont conservés au rez-de-chaussée de l'ancien hôtel de ville. Le conservateur, avec l'accord du secrétaire communal, a emporté à titre conservatoire, des rouleaux et plans anciens ¹¹.

Nous disposons par ailleurs du rapport d'inspection et de mesurage des archives de la ville de Thuin dressé par les Archives de l'État à Mons ; l'inspection a été menée par Laurent Honnoré le 28 avril 2003. Au moment de l'inspection, l'hôtel de ville faisait l'objet d'importants travaux pendant lesquels les différents services communaux ont été installés sur plusieurs sites, dont celui dit de la "Demi-Lune". Y étaient conservés les registres aux délibérations des Conseils communaux et des Collèges échevinaux, les registres d'état civil des communes fusionnées, les atlas des chemins vicinaux, dont certains en mauvais état, et les atlas des cours d'eau non navigables. Des archives récentes, touchant essentiellement à la comptabilité communale, étaient également conservées à Biercée, dans le grenier de l'ancienne maison communale, en partie sur des étagères, en partie à même le sol. Divers services communaux ont été provisoirement installés dans un bâtiment sis au n° 32, rue des Nobles ; y étaient conservés, dans les caves, les registres de la population des communes fusionnées, dont un relevé dactylographié a été réalisé en date du 13 janvier 1983, ainsi que des cartons d'archives concernant l'état civil, la population et la police communale. Des archives antérieures à la

9 Consulter le n° 27 de cet inventaire.

10 Idem.

11 ARCHIVES DE L'ÉTAT À MONS, Dossiers centraux, dossier " Ville de Thuin ".

fusion étaient également conservées dans un grenier de l'hôtel de ville en travaux, ainsi que dans un ancien dépôt militaire situé au n° 120, Drève des Alliés ¹².

À l'exception des registres de la population, conservés dans des caveaux peu adaptés, l'état des archives était jugé satisfaisant. Des archives demeuraient néanmoins déposées en vrac en divers endroits, non conditionnées. Aucun employé communal n'était spécifiquement chargé de la gestion des archives. Il n'existait d'ailleurs aucune coordination ni centralisation en cette matière, chaque service gérant ses propres archives de façon indépendante. En 1991, la SPRL "Mahut" a classé les archives des communes fusionnées et les archives postérieures à la fusion. Mais une partie des archives postérieures à 1991 n'a pas été intégrée dans le cadre de classement et seul le classement des archives du secrétariat communal a été mis à jour jusqu'en 2001. Par ailleurs, des archives *anteet postfusion* ne faisant pas partie du classement réalisé en 1991 ont été relevées en divers endroits.

En vue de valoriser son patrimoine communal et de garantir sa pérennité, la commune a signé, en date du 12 novembre 2018, une convention de partenariat avec les Archives de l'État. Celle-ci charge l'équipe du projet "Archives locales de Wallonie" de préparer le dépôt des fonds communaux antérieurs à la fusion en procédant à un tri et en rédigeant les inventaires. C'est également dans le cadre de cette collaboration que des archives postérieures à 1976 sans plus d'utilité administrative ou juridique et sans intérêt historique ont été détruites en parfaite concertation avec les différents services communaux et avec l'autorisation du délégué de l'archiviste général du Royaume.

ACQUISITION

Les archives ont été déposées par la ville de Thuin suivant contrat de dépôt du 12 septembre 2017. Le dépôt a été inscrit au registre des acquisitions des Archives de l'État à Mons le 3 octobre 2019 sous le n° 2564.

Le dépôt des registres de la population a quant à lui été inscrit au registre des acquisitions des Archives de l'État à Mons le 29 octobre 2018 sous le n° 2520.

12 Idem.

Contenu et structure

CONTENU

Les archives décrites dans cet inventaire ont trait au fonctionnement et aux activités de la commune de Donstiennes entre 1816 et 1977. Les documents antérieurs au XIX^e siècle sont cependant, au total, fort peu nombreux. Il s'agit notamment : de registres des patentables pour 1816 et 1818 (voir le n° 159), de dossiers relatifs aux travaux de voirie entre 1821 et 1899 (voir les n° 452, 453, 455, 456, 458 à 461, 468 et 473), de dossiers relatifs aux levées de milice entre 1826 et 1899 (voir les n° 250 à 284), de budgets annuels de la fabrique d'église Saint-étienne entre 1837 et 1861 (voir les n° 572 à 575), de budgets annuels entre 1837 et 1898 (voir les n° 86 à 92), de dossiers relatifs aux taxes entre 1844 et 1893 (voir les n° 160 à 162), d'une lettre de 1847 relative au remplacement des roues hydrauliques d'un moulin (voir le n° 451), de registres de la population ouverts entre 1847 et 1900 (voir les n° 185 à 187) et leurs index (voir les n° 196 à 198), d'un état de propositions pour la nomination des membres du Conseil communal qui seront chargés de signer les certificats et attestations à délivrer en matière de milice en 1854 (voir le n° 305), d'un sommier des biens ruraux et rentes ouvert entre 1861 et 1946 (voir le n° 69), de dossiers relatifs aux acquisitions, ventes, échanges et locations de biens patrimoniaux entre 1862 et 1896 (voir les n° 70, 73, 75, 77 à 79, 81 à 84), de comptes annuels entre 1865 et 1893 (voir les n° 116 à 118), d'un compte des revenus des pauvres de 1867 (voir le n° 516), de budgets annuels du bureau de bienfaisance entre 1867 et 1899 (voir les n° 535 à 538), de pièces justificatives aux comptes du bureau de bienfaisance entre 1871 et 1883 (voir les n° 546 à 548), de comptes annuels du bureau de bienfaisance entre 1871 et 1891 (voir les n° 542 à 544), d'un dossier relatif aux curages des cours d'eau non-navigables à partir de 1873 (voir le n° 476), d'un dossier relatif aux demandes d'exploitation de sucreries entre 1875 et 1920 (voir le n° 413), d'un dossier relatif aux prises d'eaux et déversements des eaux industrielles dans les cours d'eau à partir de 1876 (voir le n° 403), de registres des militaires en congé illimité entre 1879 et 1920 (voir les n° 306 à 310), d'un dossier relatif aux subventions industrielles à partir de 1881 (voir le n° 137), de registres aux actes de publication des appels interjetés tendant à obtenir une exemption ou à faire prononcer l'exclusion de la milice entre 1882 et 1891 (voir les n° 312 et 313), d'un dossier de 1884 relatif à l'établissement du tableau descriptif des cours d'eau (voir le n° 477), d'un registre aux délibérations du Collège échevinal ouvert entre 1884 et 1933 (voir le n° 5), d'un registre aux séances du bureau de bienfaisance entre 1886 et 1924 (voir le n° 528), d'un tableau des établissements dangereux de première catégorie entre 1891 et 1916 (voir le n° 415), de plans de 1892 et 1894 des parcelles du bureau de bienfaisance de Donstiennes à Strée (voir les n° 530 à 534), d'un registre des sorties entre 1892 et 1911 (voir le n° 207), de pièces justificatives aux comptes pour 1893 (voir le n° 125), d'un dossier de 1893 et 1894 relatif à l'instruction gratuite (voir le n° 499), d'un registre des déclarations d'abattage d'animaux entre 1894 et 1901 (voir le n° 410), d'un plan de bornage de 1895 d'une parcelle de

la fabrique d'église Saint-étienne (voir le n° 568), d'un registre aux publications ouvert entre 1896 et 1901 (voir le n° 11) et d'un registre des entrées entre 1896 et 1911 (voir le n° 209).

Les quelques documents antérieurs à 1816 contenus dans le fonds n'ont du reste pas été produits par la commune mais par le bureau de bienfaisance (voir le n° 529).

Le fonds contient également les registres de population jusqu'en 1980 (voir les n° 188-195 et 199-206).

Procédons par grandes séries d'archives :

CONSEIL COMMUNAL ET COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

On appelle Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal la réunion des bourgmestre et échevins chargés de l'administration de chaque commune. Le bourgmestre et les échevins, agissant ensemble et indivisément, procèdent par voie de délibération. Ils constituent un corps délibérant du pouvoir exécutif et non pas un pouvoir délibérant législatif, tel que l'est le Conseil communal. Les actes posés par le Collège ne font généralement qu'administrer, exécuter ou appliquer les lois et règlements à des cas particuliers ou à des individus déterminés, sauf le droit de réglementation résultant d'une délégation. Toutes les décisions importantes prises par le Collège et les délibérations du Conseil sont consignées dans deux séries de registres. Ces registres aux délibérations permettent normalement de suivre l'évolution de la politique locale et la gestion des affaires communales, depuis les premières années du XIXe siècle jusqu'à nos jours.

FINANCES ET FISCALITÉ

Les finances communales occupent une part importante de l'activité de l'administration et constituent un élément particulièrement important des archives. Chaque année un budget est établi par le Collège, mis à l'approbation du Conseil et soumis à l'autorité de tutelle. Par la suite, une comptabilité précise des dépenses et des recettes est tenue par le receveur communal. Toutes les initiatives et les activités menées par les autorités communales se retrouvent dans ces dossiers. Le moindre engagement financier donne lieu à des contrats, factures et mandats de paiement de toute nature. Les pièces justificatives aux comptes ne sont toutefois pas toutes conservées et pour les périodes récentes, un tri est opéré par l'archiviste, qui ne conserve finalement que les dossiers les plus significatifs et une année type par législature, permettant au chercheur d'évaluer correctement l'évolution à long terme des finances communales.

Si la gestion financière nous renseigne sur tous les aspects des activités communales, elle génère aussi de nombreux documents très utiles pour connaître les personnes qui habitent la localité. L'administration perçoit en effet sur les habitants des taxes et des impôts divers. Elle tient à cet effet des rôles de contribuables, qui complètent les informations individuelles reprises dans les registres de la population. Les propriétés foncières sont également

taxées et chaque commune dispose de registres et de plans cadastraux, déposés par les services du Cadastre, qui donnent une idée fort précise de l'organisation de l'espace et de la structure de la propriété immobilière. On peut suivre par ce biais l'histoire d'une habitation ou d'un terrain au cours des ans et en connaître les propriétaires successifs.

PATRIMOINE

Le patrimoine communal se compose de nombreux biens immobiliers divers. Il existe donc dans les archives d'importants dossiers relatifs à l'acquisition, à l'échange, à l'expropriation ou à la vente de biens communaux ou encore de dossiers constitués dans le cadre des ventes de coupes de bois. En règle générale, les principaux édifices du village sont aussi propriété communale : l'église, le presbytère, l'école et le cimetière nécessitent ainsi un coûteux entretien et des travaux réguliers que l'on peut suivre d'année en année à l'aide des dossiers constitués et conservés par l'administration.

ÉTAT CIVIL

L'état civil a été institué en France par décret du 20 septembre 1792. À partir de cette date, dans chaque commune, l'officier de l'état civil consigne dans des registres distincts tenus en double les naissances, les mariages et les décès intervenus sur le territoire communal au cours de l'année. Il tient aussi un registre pour les publications de mariages. L'officier de l'état civil clôture ses registres en fin d'année et transmet un exemplaire au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement, avec le registre aux publications de mariages, tenus en un unique exemplaire. L'exemplaire communal est encore aujourd'hui conservé par la commune afin d'éviter la présence dans le même bâtiment des deux exemplaires.

POPULATION

Depuis 1847, les communes doivent tenir un répertoire de l'ensemble des habitants ayant leur résidence habituelle dans la commune. Ces registres de population, actes authentiques et publics renouvelés après chaque recensement décennal, rendent compte de la composition de chaque famille, de l'identité des individus et des mouvements qui interviennent, tels qu'arrivées dans la commune, départs, naissances, mariages ou décès. Dans le fonctionnement journalier de l'administration communale, ces registres servent à l'établissement des travaux de statistique (pour les opérations de recensement et l'établissement des mouvements annuels d'émigration et d'immigration), à la révision des listes électorales (pour les chambres, le conseil provincial, le conseil communal, les conseils de prud'hommes, les conseils de l'industrie et du travail), à l'organisation de la police (pour les recherches sur l'identité des délinquants), de la milice et de la garde civique (le service de la garde civique est dû par celui qui a une résidence réelle), à la

détermination du domicile de secours des indigents et des enfants qui ont droit à l'instruction gratuite, à la participation à l'affouage, etc.

Pour l'historien, ces registres sont d'un grand intérêt pour toutes les données socioéconomiques et démographiques qu'ils renferment (avec les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance, l'état civil, le domicile légal, la profession, la fonction ou la position, la nationalité et des renseignements relatifs à la milice, à la garde civique ou encore au casier judiciaire).

La tenue des registres de population rentre dans les tâches de l'administration générale de la commune, donc dans les attributions du Collège communal. Aux termes de l'article 1er de l'arrêté royal du 30 décembre 1900, c'est désormais l'officier de l'état civil qui est chargé de faire observer exactement tout ce qui concerne leur tenue. Les registres obligatoires sont le registre principal, les registres d'entrée et de sortie des habitants. Enfin, les règlements imposent la confection d'un index ou répertoire des noms des habitants. Depuis le début des années 1980, les registres de population tendent à disparaître au profit de bases de données informatiques établies en connexion avec le registre national des personnes physiques.

ÉLECTIONS

C'est au niveau communal que sont constituées les listes des électeurs pouvant participer aux scrutins nationaux, provinciaux ou communaux.

L'administration conserve ainsi des dossiers concernant les personnes éligibles et les candidats, les électeurs, le déroulement des différentes élections et généralement les résultats des élections communales, ainsi que l'installation des nouveaux conseils et collèges communaux. La teneur des listes électorales varie dans le temps en fonction de la législation en vigueur. Les listes d'électeurs sont vérifiées et modifiées périodiquement en fonction des revenus déclarés des habitants et, plus tard, sur base de leur domicile légal, de leur citoyenneté belge ou européenne, et d'éventuelles restrictions temporaires de leurs droits politiques, dues à une condamnation judiciaire ou à une incapacité mentale. La révision des listes électorales donne souvent lieu à des contestations, qui sont soumises aux cours et tribunaux.

AFFAIRES MILITAIRES

C'est sur base des registres de l'état civil et de population que sont établis les registres de milice et les dossiers qui les accompagnent. Jusqu'à la suspension du service militaire obligatoire en 1994, on dressait chaque année la liste des jeunes hommes en âge d'être appelés. Selon les époques, ces candidats miliciens pouvaient échapper au service militaire en fonction d'un tirage au sort favorable, d'une exemption pour cause physique ou d'une objection de conscience. Des motifs divers permettaient aussi d'obtenir un sursis et de retarder l'enrôlement. Les dossiers constitués à cet effet sont généralement conservés, mais il faut souligner qu'ils peuvent faire largement double emploi avec ceux qui existent au niveau provincial ou national.

TRAVAUX PUBLICS

La commune s'occupe de tout ce qui concerne l'infrastructure, les voiries ou les bâtiments publics communaux soit en tant que principal maître d'œuvre de certains projets, soit en tant qu'associée aux travaux menés par les autorités provinciales, nationales et plus tard régionales. L'établissement de la distribution d'eau potable, l'électrification des campagnes et l'installation progressive du téléphone ou de la télédistribution constituent une vaste entreprise qui modifie considérablement l'existence des populations rurales.

ENSEIGNEMENT

L'organisation de l'enseignement primaire constitue un secteur important de la politique communale au cours des XIX^e et XX^e siècles. Les archives communales conservent divers dossiers relatifs à l'organisation générale, au personnel enseignant, aux bâtiments scolaires et au matériel didactique. Des listes d'élèves sont dressées annuellement ce qui permet de suivre la scolarisation de la jeunesse locale.

BIENFAISANCE OU ASSISTANCE PUBLIQUE

Dès le début du XIX^e siècle, un Bureau de bienfaisance est institué dans chaque commune. Il s'occupe de soulager les habitants les plus pauvres et prend en charge certains frais récurrents comme ceux liés à la scolarisation des enfants, aux soins médicaux, aux domiciles de secours, à l'internement de déficients mentaux ou encore à l'éducation d'orphelins dans des établissements spécialisés, situés en général en dehors de la commune. Certains de ces organismes bénéficient des largesses de bienfaiteurs et sont en mesure de créer sur le territoire communal une œuvre de bienfaisance spécifique, principalement un home pour personnes âgées. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des institutions de bienfaisance et en contrôlent l'essentiel des activités. Aux bureaux créés en 1800 succèdent les commissions d'assistance publiques (CAP) en 1925, puis les centres publics d'aide sociale (CPAS) en 1977, devenus centres publics d'action sociale en 2004.

CULTE

Sous Napoléon Bonaparte, la vie religieuse est réorganisée sur des bases nouvelles. L'Église catholique occupe alors une place prépondérante. Elle bénéficie en priorité des mesures prises par l'empereur visant à restituer aux paroisses tout ou une partie des biens qu'elles possédaient avant la Révolution et d'en assurer la gestion rationnelle. Des institutions publiques, connues sous le nom de fabriques d'églises, sont instituées par un décret du 30 décembre 1809, afin de prendre en charge l'organisation matérielle du culte. Si la

majorité des églises appartient à la commune, qui en assure la restauration et l'entretien, les fabriquiers se chargent d'administrer les biens propres de la paroisse. Ils se chargent également de subvenir aux frais du culte tels que le luminaire ou une partie du mobilier et de l'aménagement intérieur. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des fabriques d'églises et en contrôlent l'essentiel des dépenses. Quant aux ministres du culte, ils sont payés directement par l'État, mais reçoivent parfois un supplément de traitement de la commune et entretiennent avec les autorités municipales des relations étroites, qui reflètent généralement fort bien l'évolution des rapports complexes entre l'Église et l'État aux XIXe et XXe siècles.

LANGUES ET ÉCRITURE DES DOCUMENTS

Toutes les pièces sont en français.

SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

Le tri a été effectué conformément aux directives suivantes :

MARÉCHAL Griet. *Conservation et destruction des archives communales.*

Directives et recommandations, t. 1 : *État civil, population, milice, finances*.

Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 1988. *Miscellanea Archivistica Studia*, 1.

MARÉCHAL Griet. *Conservation et destruction des archives communales.*

Directives et recommandations, t. 2 et 3. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 2005. *Miscellanea Archivistica Manuale*, 52 et 53.

ACCROISSEMENTS / COMPLÉMENTS

Le fonds est clos et la plupart des documents sont désormais conservés aux Archives de l'État. Les principales exceptions sont les permis d'urbanisme, les registres de l'état civil et les atlas des cours d'eau non navigables ni flottables et des chemins vicinaux. Ces deux derniers documents sont du reste désormais consultables sur le Géoportail de la Wallonie, <http://geoportail.wallonie.be>.

L'absence de dépôt s'explique, d'une part, par l'utilité administrative pour les services communaux et, d'autre part, par l'existence d'un double de l'état civil (exemplaire venant du greffe du tribunal de première instance) et des permis de bâtir (exemplaire venant de l'Administration de l'Urbanisme) aux Archives de l'État.

MODE DE CLASSEMENT

Les archives de la commune étaient partiellement classées selon le système de classification décimale universelle (CDU). Ce type de catalogage ne convient

cependant pas pour les archives définitives pour les raisons suivantes :

° Ce classement par sujet a un caractère artificiel. Outre le fait qu'il soit subjectif (choisir un seul élément du contenu est une opération souvent hasardeuse), ce catalogage effectué à posteriori est distinct de l'organisation initiale des archives, organisation reflétant le fonctionnement des services. Ce classement est contraire au principe de respect de la structure du fonds d'archives, de l'ordre organique résultant du traitement administratif ¹³. Ainsi par exemple, pour les archives relatives aux bâtiments communaux servant à l'enseignement, ces dossiers ont-ils initialement été produits et traités par le service communal des travaux ou le service communal en charge de l'enseignement ? Il n'est plus possible de le dire et nous avons dû faire des choix de manière arbitraire. L'authenticité et l'intégrité des dossiers tels qu'initialement constitués ne pourront plus être établies avec certitude.

° Les descriptions contenues dans ce type de classement ont un caractère peu détaillé qui ne répond en aucun cas aux normes archivistiques internationales en vigueur pour la réalisation d'instruments de recherche (principalement la norme ISAD(G)). Ainsi, les dates extrêmes des dossiers étaient-elles rarement indiquées.

° Les archives n'ont fait l'objet d'aucun tri préalable à leur classement. Ainsi a-t-il été indispensable de reclasser l'ensemble des documents en utilisant le cadre de classement repris dans la publication de Guy Gadeyne ¹⁴. Les principales subdivisions de ce cadre sont les suivantes :

I. Généralités

II. Organisation et personnel

III. Patrimoine

IV. Finances et fiscalité

V. État civil

VI. Population

VII. Élections

VIII. Affaires militaires et guerres

IX. Ordre et sécurité publics

X. Santé publique

XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme

XII. Enseignement

XIII. Culture, sports et divertissements

XIV. Vie économique

XV. Affaires sociales et réglementation du travail

XVI. Bureau de bienfaisance et Commission d'assistance publique

XVII. Relations avec les cultes reconnus

Les rubriques ont été adaptées au fonds d'archives selon les besoins

13 En archivistique, la règle suivante est fondamentale : les dossiers (qui constituent en général une unité archivistique) sont uniquement constitués par le producteur d'archives, et non pas par l'archiviste. Dans le cas présent, il n'est généralement pas possible de déterminer si les dossiers ont été constitués par les services communaux ou a posteriori, lors de leur " archivage ", par une personne étrangère au service.

14 GADEYNE G., Cadre de classement pour les archives communales statiques non structurées (1795 - ca 1977), Bruxelles, 1997 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 18).

spécifiques. Sous une sous-rubrique, les différentes descriptions archivistiques ont été classées dans l'ordre chronologique.

Description des séries et des éléments

I. GÉNÉRALITÉS

A. CONSEIL COMMUNAL

- 1 1 - 2 EXTRAITS DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS. 1939-1960.
16 novembre 1939 - 27 novembre 1953. 1 liasse
- 2 14 avril 1954 - 22 avril 1960. 1 liasse
- 3 Registre aux délibérations. 14 novembre 1960 - 17 décembre 1976. 1 volume
- 4 Registre de présences. 31 juillet 1962 - 17 décembre 1976. 1 cahier

B. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

- 5 5 - 7 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS. 1884-1933, 1941-1944,
1965-1976.
13 décembre 1884 - 12 janvier 1933. 1 chemise
- 6 26 avril 1941 - 28 avril 1944. 1 volume
- 7 16 février 1965 - 24 décembre 1976. 1 volume
- 8 8 - 9 REGISTRES AUX PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES. 1927-1934,
1949-1964.
20 septembre 1927 - 3 novembre 1934. 1 volume
- 9 12 mars 1949 - 8 décembre 1964. 1 volume
- 10 Extraits du registre aux délibérations. 5 décembre 1961 - 8 avril
1966. 1 liasse

C. PUBLICATION ET AFFICHAGE DES RÈGLEMENTS ET ARRÊTÉS

- 11** 11 - 12 REGISTRES AUX PUBLICATIONS. 1896-1901, 1922-1975.
23 mars 1896 - 29 juillet 1901. 1 cahier
- 12** 10 décembre 1922 - 10 octobre 1975. 1 cahier

D. CORRESPONDANCE GÉNÉRALE

- 13** 13 - 14 REGISTRES-INDICATEURS DE LA CORRESPONDANCE. 1929-1930, 1947.
2 septembre 1929 - 11 août 1930. 1 volume
- 14** 10 janvier 1947 - 7 novembre 1947. 1 volume

E. RESPONSABILITÉ, CONTENTIEUX ET ACTIONS EN JUSTICE

- 15** Dossier relatif à la responsabilité civile de la commune à la suite d'accidents de la route. 1939-1941, 1958-1962. 1 chemise

II. ORGANISATION ET PERSONNEL

A. LA COMMUNE EN TANT QU'ENTITÉ ADMINISTRATIVE

1. FUSION

- 16 Dossier relatif à la fusion des communes. 1972-1975. 1 liasse

2. TERRITOIRE

- 17 Plan de la commune. 1966. 1 pièce

3. COOPÉRATION INTERCOMMUNALE

18 - 22 DOSSIERS RELATIFS AUX COOPÉRATIONS INTERCOMMUNALES. 1948-1959, 1963, 1966-1976.

- 18 Intercommunale d'électricité de Sambre-et-Meuse (Intelsam). 1948-1959. 1 liasse
- 19 Intercommunale pour l'aménagement du territoire et le développement économique et social des régions de l'est et du sud du Hainaut (Adec). 1963. 1 chemise
- 20 Intercommunale pour le développement économique et l'aménagement du territoire du Sud-Hainaut (Intersud). 1966-1975. 1 chemise
- 21 Intercommunale namuroise de télédistribution (Inatel). 1970-1976. 1 liasse
- 22 Intercommunale pour la collecte et la destruction des immondices de la région de Charleroi (ICDI). 1975. 1 chemise

B. ORGANISATION ET MEMBRES DES ORGANES POLITIQUES

1. CONSEIL COMMUNAL

- 23 Tableaux réglant l'ordre de préséance des membres du Conseil communal. 1921, 1940-1953. 1 chemise
- 24 Dossier relatif à la composition du Conseil communal en 1940.

1942.

1 chemise

2. BOURGMESTRE

25 - 26 DOSSIERS INDIVIDUELS. 1921-1974.
Auguste Losseau. 1921-1951.

25

1 chemise

26 Charles Gillet. 1947-1974.

26

1 chemise

C. ORGANISATION DES ARCHIVES

27 Dossier relatif aux transferts aux Archives de l'état à Mons. 1959-1961.

27

1 chemise

D. PERSONNEL DES SERVICES

1. STATUT DU PERSONNEL, TRAITEMENTS ET AUTRES RÈGLEMENTS
États justificatifs des suppléments communaux de traitements
payés au personnel enseignant. 1955-1958.

28

1 chemise

2. EFFECTIFS, REGISTRES DU PERSONNEL ET AUTRES ÉTATS
GÉNÉRAUX

29 - 30 DOSSIERS RELATIFS AUX RECRUTEMENTS. 1947, 1951-1953.

29

Cantonnier. 1947.

1 chemise

30 Ouvriers. 1951-1953.

30

1 chemise

31 Volets statistiques relatifs aux dépenses de personnel. 1947-1954.

31

1 chemise

32 Rapports trimestriels sur les gardes champêtres. 1956-1976.

32

1 chemise

3. DOSSIERS DU PERSONNEL ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

33 - 42 DOSSIERS INDIVIDUELS. 1907-1976.

33	33 - 35 Gardes champêtres. 1907-1950. Auguste Prévost. 1907-1946.	1 chemise
34	Léopold Roulet. 1908-1936.	1 chemise
35	Louis Bary. 1927-1950.	1 chemise
36	36 - 39 Secrétaires. 1908-1962, 1964-1976. Jules Meurant. 1908-1962.	1 chemise
37	Frantz Roulet. 1947-1953.	1 chemise
38	Gabriel Pasture. 1960.	1 chemise
39	Maxime Emery. 1964-1976.	1 chemise
40	40 - 41 Receveurs. 1936-1975. Maurice Nicaise. 1936-1971.	1 chemise
41	Jean Unger. 1971-1975.	1 chemise
42	Daniel Stordeur, géomètre. 1950-1953.	1 chemise

4. DOSSIERS DU PERSONNEL OUVRIER

43 - 52 DOSSIERS INDIVIDUELS. 1940-1954.

43	43 - 49 Employés au ravitaillement. 1940-1951. Jacques Borgniez. 1940-1942.	1 chemise
----	--	-----------

44	Marcel Close. 1942-1946.	1 chemise
45	Elise Leroy. 1944.	1 chemise
46	Adrienne Garin. 1945.	1 chemise
47	Alzir Scohy. 1945.	1 chemise
48	Gérard Bayet. 1946-1947.	1 chemise
49	Denise Pesleux. 1946-1951.	1 chemise
50	Henri Meurant, cantonnier. 1945-1947.	1 chemise
51	51 - 52 Ouvriers. 1947-1954. Raoul Navez. 1947-1948.	1 chemise
52	Antoine Denève. 1949-1954.	1 chemise
	5. DOSSIERS DU PERSONNEL ENSEIGNANT	
53	53 - 66 DOSSIERS INDIVIDUELS. 1900-1974. Léona Faux. 1900-1901.	1 chemise
54	Madeleine Drugmand. 1926-1929.	1 chemise
55	Victor Arnould. 1929-1957.	1 chemise
56	Carmen Lesoil. 1929-1958.	1 chemise
57	Marie-Rose Henriët. 1946-1967.	1 chemise

58	Carmen Sainthuille. 1946-1974.	1 chemise
59	Louise Lambeau. 1948-1950.	1 chemise
60	Marie-Louise Durieux. 1953-1957.	1 chemise
61	Jeanne Bezin. 1956-1959.	1 chemise
62	Jacqueline Borgniez. 1957-1959.	1 chemise
63	Marie-Rose Mercy. 1961-1967.	1 chemise
64	Françoise Renard. 1965-1968.	1 chemise
65	Irène Parmentier. 1969-1972.	1 chemise
66	Liliane Emmanuel. 1970.	1 chemise
	6. AUTRES DISPOSITIONS ET SERVICES SOCIAUX POUR LE PERSONNEL COMMUNAL	
67	Dossier relatif à la caisse des pensions. 1932, 1946-1975.	1 chemise
68	Dossier relatif aux subventions du personnel. 1945.	1 chemise

69	III. PATRIMOINE Sommier des biens ruraux et rentes. 1861-1946.	1 volume
70	<i>70 - 72 DOSSIERS RELATIFS AUX LOCATIONS. 1862-1927, 1946-1975.</i> Parcelles communales. 1862-1927, 1958-1960.	1 chemise
71	Droit de pêche. 1946-1975.	1 chemise
72	Droit de chasse. 1965-1968.	1 chemise
73	<i>73 - 74 DOSSIERS RELATIFS AUX VENTES. 1867-1871, 1959-1965.</i> Diverses parcelles, à divers acquéreurs. 1867-1871.	1 chemise
74	Section B, n° 131r, à Henri Gilotteau. 1959-1965.	1 chemise
75	<i>75 - 76 DOSSIERS RELATIFS AUX VENTES D'EXCÉDENTS. 1874, 1905-1909.</i> Chemin n° 7. 1874.	2 pièces
76	Divers chemins. 1905-1909.	1 chemise
77	<i>77 - 80 DOSSIERS RELATIFS AUX ACQUISITIONS. 1874, 1878, 1969, 1971.</i> Diverses rentes annuelles et perpétuelles, de divers vendeurs. 1874.	1 pièce
78	78 - 79 1878. Section B, n° 92, de Marie Peyrah.	1 pièce
79	Section B, n° 1205, de Silvie Hayot.	1 pièce

-
- | | | |
|--|---|-----------|
| 80 | Lieudit "La Sucrierie", de la Société nationale des chemins de fer belges (SNCB). 1969, 1971. | 1 chemise |
| <i>81 - 84 DOSSIERS RELATIFS AUX ÉCHANGES. 1879, 1882, 1896.</i> | | |
| 81 | Diverses parcelles, avec Monsieur Dartevelle. 1879. | 1 pièce |
| 82 | Diverses parcelles, avec Madame Arconati. 1882. | 1 pièce |
| <i>83 - 84 1896.</i> | | |
| 83 | Section B, n° 105i3, contre la section B, n° 119, de Léon Champagne. | 1 pièce |
| 84 | Parcelle longeant la propriété de Madame Semal, contre la section B, n° 120d et 120e, de Georges Semal. | 1 pièce |
| 85 | Grosse relative à une reconnaissance de dette d'une rente annuelle et perpétuelle. 1903. | 1 pièce |

IV. FINANCES ET FISCALITÉ

A. COMPTABILITÉ DU SECRÉTARIAT

1. BUDGETS ET ANNEXES

86 - 100 BUDGETS ANNUELS. 1837-1975.
1837.

1 pièce

1840, 1845-1849.

1 chemise

1850-1859.

1 chemise

1860-1861, 1865.

1 chemise

1874, 1877-1879.

1 chemise

1880, 1884-1886, 1888-1889.

1 chemise

1892-1893, 1895-1898.

1 chemise

1900, 1902-1909.

1 chemise

1910-1919.

1 chemise

1920-1929.

1 chemise

1930-1939.

1 liasse

1940-1949.

1 liasse

1950-1959.

1 liasse

1960-1969.

		1 liasse
100	1970-1975.	1 liasse
101	2. REGISTRES DE COMPTABILITÉ Registre des ordonnancements des dépenses. 21 novembre 1956 - 28 mars 1977.	1 volume
102	102 - 108 GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DÉPENSES. 1970- 1976. 1970.	1 liasse
103	1971.	1 liasse
104	1972.	1 liasse
105	1973.	1 liasse
106	1974.	1 liasse
107	1975.	1 liasse
108	1976.	1 liasse
109	3. EMPRUNTS Dossier relatif aux emprunts. 1901-1976.	1 liasse
110	Relevés des créances. 1950-1957.	1 chemise
111	4. SUBVENTIONS DES AUTORITÉS SUPÉRIEURES Dossier relatif à la répartition du Fonds des Communes. 1952-1976.	1 chemise

B. COMPTABILITÉ DU RECEVEUR

1. REGISTRES DE COMPTABILITÉ

112 - 115 LIVRES-JOURNAUX DE CAISSE. 1900-1911, 1915-1931.
1900-1909.

112 1900-1909. 1 liasse

113 1910-1911, 1915-1919. 1 liasse

114 1920-1929. 1 liasse

115 1930-1931. 1 chemise

2. COMPTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES

116 - 124 COMPTES ANNUELS. 1865-1974.
1865.

116 1865. 1 cahier

117 1889. 1 cahier

118 1893. 1 cahier

119 1900, 1902-1903, 1905-1907, 1909. 1 chemise

120 1910-1911, 1918-1919. 1 chemise

121 1920-1921, 1925, 1928. 1 chemise

122 1952-1953, 1955-1959. 1 liasse

123 1961-1969. 1 liasse

124 1970-1974. 1 liasse

	<i>125 - 156 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES. 1893-1976.</i>	
125	1893.	1 chemise
126	1900.	1 chemise
127	1901.	1 chemise
128	1905.	1 chemise
129	1906.	1 chemise
130	1909.	1 chemise
131	1911.	1 chemise
132	1913.	1 chemise
133	1918.	1 chemise
134	1919.	1 chemise
135	1921.	1 chemise
136	1922.	1 liasse
137	1933.	1 liasse
138	1934.	1 liasse
139	1936.	1 liasse

140	1948.	1 liasse
141	1953.	1 chemise
142	1954.	1 chemise
143	1955.	1 chemise
144	1956.	1 liasse
145	1957.	1 chemise
146	1958.	1 chemise
147	1959.	1 chemise
148	1960.	1 chemise
149	1961.	1 chemise
150	1964.	1 chemise
151	1968.	1 liasse
152	1969.	1 chemise
153	1970.	1 chemise
154	1974.	1 liasse
155	1975.	1 chemise
156	1976.	

1 liasse

3. ENTRÉE EN FONCTION DU RECEVEUR

- 157** 157 - 158 COMPTES DE FIN DE GESTION. 1906, 1976.
Rendu par Maurice Raucq, à Jules Meurant. 1906. 1 chemise
- 158** Rendu par Michel Pichrist, receveur intérimaire, à Jean Unger, receveur titulaire. 1976. 1 cahier
- C. IMPOSITIONS ET TAXES*
- 159** 1. IMPÔTS COMMUNAUX
Registres des patentables. 1816, 1818. 2 pièces
- 160** 160 - 170 DOSSIERS RELATIFS AUX TAXES. 1844-1976.
Voirie. 1844, 1873-1883, 1905-1924, 1941. 1 chemise
- 161** Droit de chausséage. 1872-1890. 1 chemise
- 162** Contribution foncière. 1876, 1892-1893, 1926-1932, 1943-1946. 1 chemise
- 163** Chiens. 1916-1918. 1 chemise
- 164** Surface de chauffe des chaudières à vapeur et moteurs non mus par la vapeur. 1920-1929. 1 chemise
- 165** Expertise des viandes. 1938-1971. 1 chemise
- 166** Véhicules automobiles. 1946-1947. 1 chemise
- 167** Personnel occupé. 1947-1976. 1 liasse
- 168** Délivrance des cartes d'identité. 1950-1976.

		1 chemise
169	Revenu cadastral des immeubles industriels. 1963.	1 chemise
170	Délivrance de documents administratifs. 1971-1976.	1 chemise
171	<i>171 - 172 RÔLES DE TAXES. 1909, 1920-1923, 1925.</i> Chaudières à vapeur. 1909, 1920-1923.	1 chemise
172	Chiens. 1925.	2 pièces
173	Dossier relatif aux nominations de la commission fiscale. 1946-1976.	1 chemise
	2. IMPÔTS PROVINCIAUX	
174	<i>174 - 181 RÔLES DE TAXES. 1917, 1947-1976.</i> Chiens, chevaux, bœufs et voitures. 1917.	1 pièce
175	175 - 176 1947-1976. Établissements dangereux, insalubres ou incommodes.	1 chemise
176	Moteurs et personnel occupé.	1 chemise
177	Marchands de tabacs, de cigares et de cigarettes. 1948-1950.	1 chemise
178	Domestiques, gens de maison, chiens, chevaux, mulets, poneys, bardots, bœufs d'attelage, voitures et autres véhicules, dépôts de mitraille, de pneus ou de véhicules usagés situés en plein air. 1948-1976.	1 chemise
179	Commerçants de boissons fermentées ou spiritueuses. 1954-1976.	1 chemise

-
- 180 180 - 181 1976.
Panneaux d'affichage installés sur la voie publique ou à tout endroit à ciel ouvert visible de celle-ci.
1 pièce
- 181 Appareils distributeurs de carburants ou lubrifiants fixes ou mobiles, installés sur la voie publique ou en terrain privé le long de la voie publique.
1 pièce
- 182 Dossier relatif aux dégrèvements. 1947, 1951.
1 chemise
- 183 3. IMPÔTS D'ÉTAT
Relevé des contribuables qui payent au profit de l'état une somme de 90 francs et plus en impôts directs et une somme d'au moins 20 francs du chef de droit de patente. 1903.
1 pièce

V. CIMETIÈRES ET FUNÉRAILLES

184

Registre indiquant la nature des maladies ou accidents qui ont occasionné la mort. 22 février 1930 - 11 janvier 1954.

1 cahier

VI. POPULATION

A. REGISTRES ET MOUVEMENTS DE LA POPULATION

185	185 - 195 REGISTRES DE LA POPULATION. 1847-1980. 1847-1860.	1 volume
186	1861-1880.	1 volume
187	1881-1900.	1 volume
188	188 - 189 1901-1910. Volume 1.	1 volume
189	Volume 2.	1 volume
190	1911-1920.	1 volume
191	1921-1930.	1 volume
192	1931-1947.	1 volume
193	1948-1960.	1 volume
194	1961-1970.	1 volume
195	1971-1980.	1 volume
196	196 - 206 INDEX DES REGISTRES DE LA POPULATION. 1847-1980. 1847-1860.	1 volume
197	1860-1880.	1 volume

198	1881-1900.	1 volume
199	1901-1910.	1 volume
200	1911-1920.	1 volume
201	1921-1930.	1 volume
202	1921-1947.	1 volume
203	1931-1947.	1 volume
204	1948-1960.	1 volume
205	1961-1970.	1 volume
206	1971-1980.	1 volume
207	207 - 208 REGISTRES DES SORTIES. 1892-1911, 1942-1963. 4 octobre 1892 - 17 janvier 1911.	1 volume
208	23 janvier 1942 - 15 janvier 1963.	1 volume
209	209 - 211 REGISTRES DES ENTRÉES. 1896-1962. 21 février 1896 - 4 janvier 1911.	1 volume
210	3 avril 1911 - 4 décembre 1941.	1 volume
211	30 janvier 1942 - 23 décembre 1962.	1 volume

B. RECENSEMENTS ET AUTRES ÉTATS DE LA POPULATION

212 - 214 DOSSIERS RELATIFS AUX RECENSEMENTS GÉNÉRAUX DE LA POPULATION. 1920, 1947, 1970.

212 1920. 1 chemise

213 1947. 1 chemise

214 1970. 1 chemise

215 Dossier relatif aux vérifications des registres d'état civil. 1951-1976. 1 chemise

C. ÉTRANGERS

216 Dossier relatif aux recensements des étrangers. 1928-1939. 1 chemise

217 Registre des étrangers. 18 octobre 1935. 1 cahier

218 Répertoire des cartes d'identité délivrées aux étrangers et des prorogations de certificats d'inscription. 1er octobre 1949 - 13 décembre 1962. 1 pièce

VII. ÉLECTIONS

A. LISTES ÉLECTORALES ET LISTES DÉRIVÉES

	219 - 225 LISTES DES JURÉS D'ASSISES. 1901, 1909-1910, 1932, 1947, 1952, 1965.	
219	1901.	1 chemise
220	1909.	1 pièce
221	1910.	1 pièce
222	1932.	1 pièce
223	1947.	1 pièce
224	1952.	1 pièce
225	1965.	1 pièce
226	Liste des électeurs généraux. 1933.	1 cahier
227	Liste des électeurs généraux et communaux. 1949.	1 cahier
	228 - 231 LISTES DES ÉLECTEURS GÉNÉRAUX, PROVINCIAUX ET COMMUNAUX. 1952, 1956, 1960, 1962.	
228	1952.	1 cahier
229	1956.	1 cahier
230	1960.	1 cahier
231	1962.	1 cahier

B. RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES

- 232** Registre des arrêtés rendus par le Collège des bourgmestre et échevins en matière électorale. 30 novembre 1901 - 30 mars 1949.
1 cahier
- 233** 233 - 238 DOSSIERS RELATIFS AUX RÉVISIONS DES LISTES DES JURÉS D'ASSISES. 1932, 1938, 1947, 1966, 1969, 1973.
1932.
1 chemise
- 234** 1938.
1 chemise
- 235** 1947.
1 chemise
- 236** 1966.
2 pièces
- 237** 1969.
1 chemise
- 238** 1973.
1 chemise
- 239** Dossier relatif aux révisions des listes des électeurs généraux et communaux. 1948.
1 chemise
- 240** Dossier relatif aux révisions des listes prud'hommales. 1950.
1 chemise

C. DOSSIERS DES ÉLECTIONS

- 241** 241 - 248 DOSSIERS RELATIFS AUX ÉLECTIONS COMMUNALES.
1903-1970.
1903.
1 pièce
- 242** 24 avril 1921.
1 pièce
- 243** 25 septembre 1938.
1 chemise

244	24 novembre 1946.	1 chemise
245	12 octobre 1952.	2 pièces
246	12 octobre 1958.	1 chemise
247	11 octobre 1964.	1 chemise
248	17 septembre 1970.	1 chemise
249	Dossiers relatifs aux élections législatives et provinciales du 4 juin 1950. 1950.	1 chemise

VIII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES

A. MILICE ET VOLONTAIRES (1817-1976)

1. 1817-1923

250 - 304 DOSSIERS RELATIFS AUX LEVÉES DE MILICE. 1826-1923.
1826.

1 pièce

251 1827.

1 pièce

252 1830.

1 pièce

253 1831.

1 pièce

254 1833.

1 pièce

255 1868.

1 pièce

256 1871.

1 pièce

257 1872.

1 chemise

258 1873.

1 chemise

259 1874.

1 chemise

260 1875.

1 chemise

261 1876.

1 chemise

262 1877.

1 chemise

263 1878.

		1 chemise
264	1879.	1 chemise
265	1880.	1 chemise
266	1881.	1 chemise
267	1882.	1 chemise
268	1883.	1 chemise
269	1884.	1 chemise
270	1885.	1 chemise
271	1886.	1 chemise
272	1887.	1 chemise
273	1888.	1 chemise
274	1889.	1 chemise
275	1890.	1 chemise
276	1891.	1 chemise
277	1892.	1 chemise
278	1893.	1 chemise
279	1894.	1 chemise

280	1895.	1 chemise
281	1896.	1 chemise
282	1897.	1 chemise
283	1898.	1 chemise
284	1899.	1 chemise
285	1900.	1 chemise
286	1901.	1 chemise
287	1902.	1 chemise
288	1903.	1 chemise
289	1904.	1 chemise
290	1905.	1 chemise
291	1906.	1 chemise
292	1907.	1 chemise
293	1908.	1 chemise
294	1909.	1 chemise
295	1910.	1 chemise

296	1911.	1 chemise
297	1912.	1 chemise
298	1913.	1 chemise
299	1914.	1 chemise
300	1915.	1 chemise
301	1920.	1 chemise
302	1921.	1 chemise
303	1922.	1 chemise
304	1923.	1 chemise
305	État de propositions pour la nomination des membres du Conseil communal qui seront chargés de signer avec le bourgmestre, les certificats et les attestations à délivrer en matière de milice. 1854.	1 pièce
306	306 - 311 REGISTRES DES MILITAIRES EN CONGÉ ILLIMITÉ. 1879-1924. 1879-1885.	1 cahier
307	1880.	1 cahier
308	1886-1895.	1 cahier
309	1895-1920.	1 cahier
310	1896-1902.	

1 cahier

311 1919-1924.

1 cahier

312 - 314 REGISTRES AUX ACTES DE PUBLICATION DES APPELS
INTERJETÉS TENDANT À OBTENIR UNE EXEMPTION OU À FAIRE
PRONONCER L'EXCLUSION. 1882-1884, 1891, 1901-1910.

312 27 mars 1882 - 1er juin 1884.

1 cahier

313 17 mars 1891 - 21 juin 1891.

1 cahier

314 10 mars 1901 - 18 avril 1910.

1 cahier

315 - 316 REGISTRES AUX ACTES DE PUBLICATION DES DÉCISIONS
PRONONÇANT DES EXEMPTIONS OU DES EXCLUSIONS QUI ONT ÉTÉ
PRISES PAR LES CONSEILS DE MILICE, LA COMMISSION
PROVINCIALE, LA COUR D'APPEL OU LE CONSEIL DE RÉVISION.
1901-1910.

315 3 mars 1901 - 27 septembre 1906.

1 cahier

316 25 mars 1906 - 5 avril 1910.

1 cahier

2. 1924-1976

317 - 367 DOSSIERS RELATIFS AUX LEVÉES DE MILICE. 1924-1976.
1924.

317

1 chemise

318 1925.

1 chemise

319 1926.

1 chemise

320 1927.

1 chemise

321 1928.

1 chemise

322	1929.	1 chemise
323	1930.	1 chemise
324	1932.	1 chemise
325	1933.	1 chemise
326	1934.	1 chemise
327	1936.	1 chemise
328	1937.	1 chemise
329	1938.	1 chemise
330	1939.	1 chemise
331	1940.	1 chemise
332	1941.	1 chemise
333	1942.	1 chemise
334	1943.	1 chemise
335	1944.	1 chemise
336	1945.	1 chemise
337	1946.	1 chemise

338	1947.	1 chemise
339	1948.	1 chemise
340	1949.	1 chemise
341	1950.	1 chemise
342	1951.	1 chemise
343	1952.	1 chemise
344	1953.	1 chemise
345	1954.	1 chemise
346	1955.	1 chemise
347	1956.	1 chemise
348	1957.	1 chemise
349	1958.	1 chemise
350	1959.	1 chemise
351	1960.	1 chemise
352	1961.	1 chemise
353	1962.	1 chemise
354	1963.	

		1 chemise
355	1964.	1 chemise
356	1965.	1 chemise
357	1966.	1 chemise
358	1967.	1 chemise
359	1968.	1 chemise
360	1969.	1 chemise
361	1970.	1 chemise
362	1971.	1 chemise
363	1972.	1 chemise
364	1973.	1 chemise
365	1974.	1 chemise
366	1975.	1 chemise
367	1976.	1 chemise
368	Dossier relatif aux réfractaires. 1933-1935.	1 chemise
369	Registre des instructions et correspondances concernant la mobilisation. 27 décembre 1938 - 6 février 1939.	1 cahier
370	Dossier relatif aux indemnités de milice. 1938-1959.	

1 liasse

- 371 Liste des demandes d'indemnités introduites par les épouses des militaires soldés rappelés sous les drapeaux. 31 août 1954 - 27 septembre 1963.

1 cahier

*B. MOBILISATION, RÉQUISITIONS ET CANTONNEMENTS MILITAIRES
EN TEMPS DE PAIX*

372 - 376 REGISTRES DE CLASSEMENT. 1900, 1906-1909, 1920-1921, 1924-1929, 1931-1935.

372 - 375 CHEVAUX, MULES ET VOITURES. 1900, 1906-1909, 1920-1921, 1924-1929.
1900.

372

1 pièce

373 1906-1909.

1 cahier

374 1920-1921.

1 cahier

375 1924-1929.

1 cahier

376 Chevaux et mulets. 1931-1935.

1 cahier

377 - 379 DOSSIERS RELATIFS AUX RÉQUISITIONS. 1903-1913, 1920, 1923-1938, 1940.

377 Chevaux et mules. 1903-1913, 1920.

1 chemise

378 Chevaux et véhicules automobiles. 1923-1938.

1 chemise

379 Prestations. 1940.

1 chemise

380 - 381 DOSSIERS RELATIFS AUX RECENSEMENTS. 1919-1923, 1949-1953.

380 Chevaux et véhicules automobiles. 1919-1923.

1 chemise

-
- 381 Véhicules automobiles. 1949-1953. 1 chemise
- 382 Registre des personnes autorisées à installer et à entretenir des colombiers de pigeons voyageurs. 4 mars 1924 - 5 février 1930. 1 cahier
- 383 Dossier relatif aux demandes d'autorisation de détenir des pigeons voyageurs. 1924-1926, 1951-1969. 1 chemise
- 384 Inventaires périodiques des cartes de ravitaillement. 1953-1969. 1 chemise

C. GUERRES ET CONSÉQUENCES

1. PREMIÈRE GUERRE MONDIALE
- 385 Dossier relatif aux emprunts de guerre. 1919-1920. 1 chemise
- 386 Dossier relatif aux célébrations de l'Armistice. 1950-1976. 1 chemise
2. SECONDE GUERRE MONDIALE
- 387 Dossier relatif aux permis de circulation. 1940-1943. 1 chemise
- 388 - 391 DOSSIERS RELATIFS AUX RÉQUISITIONS. 1940-1944.
- 388 Paille et foin. 1940. 1 chemise
- 389 Avoine. 1940-1942. 1 chemise
- 390 Laine. 1940-1944. 1 chemise
- 391 Pommes de terre. 1941-1944. 1 liasse
- 392 Dossier relatif aux recensements des véhicules automobiles. 1940-1945. 1 chemise

393

Dossier relatif au rapatriement du corps d'un prisonnier de guerre
décédé. 1949-1950.

1 chemise

IX. ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS

- 394 Dossier relatif aux permis de port d'armes. 1933.
1 chemise
- 395 Dossier relatif aux statistiques des accidents de roulage et de la circulation. 1938-1960.
1 chemise
- 396 Dossiers relatifs aux vérifications périodiques des poids et mesures. 1956-1972.
1 chemise
- 397 Dossier relatif aux demandes d'autorisation d'organisation de courses cyclistes et automobiles. 1958-1976.
1 liasse

X. SANTÉ PUBLIQUE

A. SERVICES COMMUNAUX

1. INSPECTION MÉDICALE SCOLAIRE

398 Dossier relatif aux inspections. 1949-1965. 1 chemise

2. SERVICE COMMUNAL DE VIDANGE ET DES IMMONDICES

399 Dossier relatif à l'enlèvement des immondices. 1956-1959. 1 chemise

B. EXÉCUTION DES TÂCHES COMMUNALES

1. LUTTE CONTRE LES MALADIES ÉPIDÉMIQUES

400 Registre des enfants qui ont été revaccinés. 31 mai 1901 - 20 juin 1913. 1 cahier

401 Registre des enfants qui ont été vaccinés. 31 mai 1901 - 27 juillet 1913. 1 cahier

402 Dossier relatif aux vaccinations. 1952-1973. 1 chemise

2. SURVEILLANCE SANITAIRE, SÉCURITÉ ET HYGIÈNE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SYLVICULTURE, DE L'INDUSTRIE, DES MÉTIERS ET DU COMMERCE

403 Dossier relatif aux prises d'eaux et déversements des eaux industrielles dans les cours d'eau. 1876, 1889-1893, 1956, 1971. 1 chemise

404 Dossier relatif à la lutte contre les nuisibles. 1941-1953. 1 chemise

405 Dossier relatif aux permis de saillie. 1943-1953. 1 chemise

406 Registre mentionnant la mort, l'abattage, l'achat, la vente ou toute modification quelconque d'un taureau non approuvé. 19 avril 1948 - 30 juillet 1954. 1 chemise

-
- 407 Registre des taureaux en âge de faire la saillie, non présentés aux expertises, refusés ou ajournés. 29 juin 1948 - 20 mars 1955.
1 cahier
- 408 Registre des taureaux approuvés. 23 mars 1948 - 4 mai 1957.
1 cahier
- 409 Registre des déclarations d'abattage d'animaux non soumis à l'expertise des viandes. 26 mars 1971 - 30 mai 1975.
1 cahier
- 410 3. POLICE SANITAIRE DES ANIMAUX DOMESTIQUES
Registre des déclarations d'abattage d'animaux pour maladie. 33 décembre 1894 - 30 août 1901.
1 cahier
- 411 Dossier relatif aux luttes contre les épizooties. 1896-1975.
1 liasse
- 412 Inventaires des animaux indigènes et naturalisés. 1973.
2 pièces
4. CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMODES
- 413 413 - 414 DOSSIERS RELATIFS AUX DEMANDES D'EXPLOITATION DE SUCRERIES. 1875-1920, 1925-1975.
"Semal Bédoret Losseau et Cie". 1875-1920.
1 chemise
- 414 SA "Sucrierie et Raffinerie de Donstiennes". 1925-1975.
1 liasse
- 415 Tableau des établissements dangereux de première catégorie et dont l'autorisation accordée n'est pas périmée. 20 août 1891 - 15 mai 1916.
1 cahier
- 416 416 - 425 DOSSIERS RELATIFS AUX DEMANDES D'EXPLOITATION D'AUTRES ÉTABLISSEMENT DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMODES. 1909-1976.
Locomobile, Aimé Gilliart. 1909, 1914.
1 chemise
- 417 Citerne à purins, Constant Courtois, section B, n° 179b2. 1914.

1 pièce

- 418 418 - 419 1916.
Dépôt d'explosifs, Camille Losseau.
1 chemise
- 419 Forge, Fernand Marlier, section B, n° 34b.
1 chemise
- 420 Générateur d'acétylène à chute d'eau, Armour Colinia, rue du
Village, n° 42. 1935.
1 chemise
- 421 Menuiserie, Oscar Chauvaux, lieudit "Le Village", n° 39. 1936.
1 chemise
- 422 Moteur, Constant Courtois, rue du Village. 1939.
1 chemise
- 423 Boucherie, François Watte, rue du Village, n° 90. 1961, 1975-1976.
1 chemise
- 424 Porcherie, Charles Rasquin, rue du Village. 1967.
1 chemise
- 425 Dépôt d'engrais, SA "Engrais Semaille", rue de la Sucrierie. 1968-
1969, 1974.
1 chemise
- 426 Plans des étables, porcheries et garages remis pour autorisations.
1935.
1 chemise
- 427 427 - 428 DOSSIERS RELATIFS AUX DEMANDES D'EXPLOITATION
D'ATELIERS AUTOMOBILES. 1935, 1959, 1974.
Louis Gillet, cour du Château, n° 7. 1935.
1 chemise
- 428 Henri Giloteau, section B, n° 113k. 1959, 1974.
1 chemise
- 429 429 - 435 DOSSIERS RELATIFS AUX DEMANDES D'EXPLOITATION DE
SILOS DE PULPES DE BETTERAVES. 1957-1958, 1965-1966, 1969.
Simon Courtois, rue de la Sucrierie. 1957.
1 chemise

430	Paul Amant, ancien chemin de Charleroi. 1958.	1 chemise
431	Jules Declercq, rue de la Couture, n° 149. 1965.	1 chemise
432	432 - 434 1966. Alphonse Carbonelle, rue du Moulin, n° 158.	1 chemise
433	Arthur Laloyaux, lieudit "La Malaise".	1 chemise
434	Édouard Amant, lieudit "La Malaise".	1 chemise
435	Alphonse Declercq, rue du Village, n° 77. 1969.	1 chemise
436	<i>436 - 439 DOSSIERS RELATIFS AUX DEMANDES D'EXPLOITATION DE DÉPÔTS DE CARBURANT. 1959, 1965-1966, 1971-1972, 1975.</i> César Guinchon, section B, n° 109d. 1959.	1 chemise
437	Fabrique d'église, Grand Place. 1965-1966.	1 chemise
438	Yvonne Navez, rue du Village, n° 51. 1971-1972.	1 chemise
439	Suzanne Gonze, rue de la Sucrierie, n° 122. 1975.	1 chemise
440	<i>440 - 444 DOSSIERS RELATIFS AUX DEMANDES D'EXPLOITATION D'INFRASTRUCTURES ÉLECTRIQUES. 1959, 1961-1962, 1970, 1972.</i> Clôture électrique, Jules Minet, sentier n° 24. 1959.	1 chemise
441	441 - 442 Lignes électriques. 1961-1962, 1970. Donstiennes - Thy-le-Château, SA "Esmalux". 1961-1962.	2 chemises
442	Sucreries de Donstiennes, SA "Inel". 1970.	

1 chemise

443 443 - 444 Régulateur de tension. 1970, 1972.
SA "Esmalux", chemin Castillon - Donstiennes. 1970.

1 chemise

444 SA "Esmalux", rue de Clermont. 1972.

1 chemise

XI. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE,
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME

A. TRAVAUX AUX BÂTIMENTS, MONUMENTS ET INSTALLATIONS
IMMOBILIÈRES DIVERSES

1. BÂTIMENTS SCOLAIRES

445 Dossier relatif à l'amélioration de l'école gardienne. 1901-1903.
1 chemise

446 Dossier relatif à la restauration du logement scolaire et de la classe
primaire. 1908-1911.
1 chemise

447 - 448 DOSSIERS RELATIFS AUX CONSTRUCTIONS. 1960-1965,
1967-1969.

447 Groupe scolaire. 1960-1965.
1 liasse

448 Classe gardienne. 1967-1969.
1 liasse

2. BÂTIMENTS DU CULTE

449 Dossier relatif à l'amélioration du presbytère. 1963-1966.
1 chemise

450 Dossier relatif aux restaurations de la toiture de l'église et du
clocher. 1966-1974.
1 liasse

3. BÂTIMENTS AFFECTÉS À DES FINS ÉCONOMIQUES

451 Lettre du bourgmestre relative au remplacement des roues
hydrauliques du moulin. 21 juin 1847.
1 pièce

B. TRAVAUX ET INSPECTION DE LA VOIRIE (Y COMPRIS LES PONTS,
LES QUAIS)

452 Procès-verbaux des visites des chemins. 1821, 1871-1911.
1 chemise

453 - 457 DOSSIERS RELATIFS AUX CONSTRUCTIONS. 1867, 1869-1870, 1899-1902, 1910-1912.

453	453 - 454 ÉGOUTS. 1867, 1910-1912. 1867.	1 chemise
454	1910-1912.	1 chemise
455	Ponceau sur le ruisseau du village. 1869-1870.	1 chemise
456	Pont sur le ruisseau du Bief du Moulin. 1899-1902.	1 chemise
457	Chemin reliant les hameaux "du Moulin" et de "Hibout troué". 1910.	1 chemise
458	458 - 467 DOSSIERS RELATIFS AUX AMÉLIORATIONS. 1868-1971. Chemins n° 2, 3 et 26. 1868-1874.	1 chemise
459	Chemin n° 6. 1874-1875.	1 chemise
460	Chemin de grande communication Boussu-lez-Walcourt - Thuin. 1883-1894.	1 chemise
461	461 - 462 CHEMIN N° 1. 1887-1892, 1909. 1887-1892.	1 chemise
462	1909.	1 chemise
463	Divers chemins agricoles. 1907-1910.	1 liasse
464	Chemin n° 2. 1912-1913.	1 chemise

465	465 - 466 CHEMIN DE GRANDE COMMUNICATION N° 80. 1942, 1965-1971. 1942.	1 chemise
466	1965-1971.	1 chemise
467	Chemins n° 1, 2, 4, 5 et 12. 1955-1959.	1 chemise
468	468 - 472 DOSSIERS RELATIFS AUX SUPPRESSIONS. 1881, 1900, 1922. Chemins n° 2, 3, 8 et 9. 1881.	1 chemise
469	Chemin n° 29. 1900.	1 chemise
470	470 - 472 1922. Sentier n° 21.	1 chemise
471	Sentier n° 28.	1 chemise
472	Sentier n° 30.	1 chemise
473	Dossier relatif au bornage des chemins n° 1 à 5. 1896-1897.	1 chemise
474	Dossier relatif à l'établissement du plan d'alignement des chemins n° 9, 19 et 26. 1902-1903.	1 chemise
475	Dossier relatif à la démolition et la reconstruction d'un pont sur la rivière de Strée. 1937.	1 chemise
476	C. TRAVAUX ET INSPECTION DES COURS D'EAU Dossier relatif aux curages. 1873-1901.	1 chemise

477 Dossier relatif à l'établissement du tableau descriptif des cours d'eau. 1884.
1 chemise

478 Dossier relatif au classement des cours d'eau. 1953-1969.
1 chemise

D. SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE

1. DISTRIBUTION D'EAU
479 Dossier relatif à l'organisation du réseau de distribution d'eau "Beaumont et environs". 1946-1976.
1 liasse

480 Dossier relatif aux restrictions d'utilisation de l'eau alimentaire. 1959.
1 chemise

481 Dossier relatif au repérage des bouches à incendie. 1962.
1 chemise.

2. DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ
482 Dossier relatif à l'amélioration du réseau basse tension. 1972-1975.
1 chemise

3. ÉCLAIRAGE PUBLIC
483 Dossier relatif aux extensions du réseau. 1960-1976.
1 chemise

4. TÉLÉPHONE
484 Dossier relatif aux extensions du réseau. 1932-1976.
1 liasse

485 Dossier relatif à la construction d'un bureau central téléphonique automatique. 1956-1958.
1 chemise

*** 5. RADIO ET TÉLÉVISION CÂBLÉES
Consulter le n° 21.

486 6. TRANSPORTS EN COMMUN
Dossier relatif à l'organisation des lignes d'autobus. 1964.

		1 chemise
487	Dossier relatif aux améliorations des passages à niveau n° 25 à 27 sur la ligne de chemin de fer n° 109. 1964-1967.	1 chemise
488	Dossier relatif aux installations d'abribus. 1966-1969.	1 chemise
489	Dossier relatif à la réfection du passage à niveau de la Sucrerie. 1974-1976.	1 chemise
490	<i>E. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE</i> Plan général d'aménagement. 1968.	1 pièce

XII. ENSEIGNEMENT

A. CADRE GÉNÉRAL

491 Règlement des écoles primaires. 1951. 1 pièce

492 Dossier relatif à l'introduction de la semaine de cinq jours. 1970. 1 chemise

B. BÂTIMENTS

493 Dossier relatif à la location du logement scolaire. 1961-1975. 1 chemise

C. PERSONNEL

494 Lettres de V. Jacquemin, inspecteur cantonal sortant, et de G. Limbourg, inspecteur cantonal entrant, au bourgmestre relatives à la nomination de G. Limbourg. 1956. 2 pièces

D. FINANCES

495 Dossier relatif aux subventions. 1963-1977. 1 liasse

E. OBLIGATION SCOLAIRE

496 Registres matricule de fréquentation des élèves de l'école gardienne. 1903-1905. 1 chemise

497 Listes des enfants soumis à l'obligation scolaire. 1920-1938. 1 chemise

F. ACTIVITÉS ÉDUCATIVES ORDINAIRES

498 Dossier relatif aux examens cantonaux. 1959-1964. 1 chemise

G. AVANTAGES SOCIAUX

499 Dossier relatif à l'instruction gratuite. 1893-1894. 1 chemise

500 Dossier relatif aux bourses d'étude. 1954. 1 chemise

501	XIII. CULTURE, SPORTS ET DIVERTISSEMENTS Dossier relatif aux décorations honorifiques. 1939-1968.	1 chemise
502	<i>502 - 503 DOSSIERS RELATIFS AUX FESTIVITÉS. 1953-1976.</i> Fêtes nationales. 1953-1976.	1 chemise
503	Fêtes du Roi. 1969-1976.	1 chemise
504	Dossier relatif aux noces de diamant. 1959.	1 chemise
505	Dossier relatif à la société de balle-pelote "Donstiennes Espoir". 1967-1971.	1 chemise

XIV. ÉCONOMIE

A. AGRICULTURE ET SYLVICULTURE

506 - 510 DOSSIERS RELATIFS AUX RECENSEMENTS AGRICOLES ET HORTICOLES. 1937-1976.

506	1937.	1 chemise
507	1940-1948.	1 liasse
508	1950-1959.	1 liasse
509	1960-1963, 1968-1969.	1 liasse
510	1970-1976.	1 liasse
511	Dossier relatif aux dégâts agricoles et horticoles. 1954-1956, 1969-1976.	1 chemise
512	Dossier relatif aux primes agricoles. 1964-1973.	1 chemise
513	<i>B. INDUSTRIE</i> Dossier relatif aux subventions industrielles. 1881-1959.	1 liasse
514	<i>C. COMMERCE</i> Dossier relatif aux demandes de carte de commerçant ambulant. 1956-1963.	1 chemise
515	Attestations d'activité. 1962.	1 chemise

XV. AFFAIRES SOCIALES

A. EXÉCUTION DES TÂCHES COMMUNALES

1. LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET LA MENDICITÉ
Compte des revenus des pauvres. 1867.

516

1 chemise

2. PRISE EN CHARGE DES CHÔMEURS
Dossier relatif au Fonds de soutien des chômeurs. 1949-1950.

517

1 chemise

Dossier relatif aux allocations compensatoires. 1949-1951.

525

1 chemise

3. AIDE FAMILIALE
Dossier relatif aux allocations de rééquipement ménager. 1947-1949.

524

1 chemise

Dossier relatif à la Caisse des veuves et orphelins. 1947-1953.

518

1 chemise

4. AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES
Liste des bénéficiaires de la pension. 1er août 1921 - 12 mai 1939.

519

1 cahier

Registre des bénéficiaires de la majoration de rente de vieillesse.
26 décembre 1933 - 3 mai 1946.

520

1 volume

Dossier relatif aux pensions. 1948-1959.

521

1 chemise

522 - 523 REGISTRES DES DEMANDES DE PENSIONS. 1965-1975.
Indépendants. 13 avril 1965 - 17 janvier 1975.

522

1 cahier

Salariés et indépendants. 19 février 1971 - 24 février 1975.

523

1 cahier

B. RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL

- 526** Registre matricule des carnets délivrés aux femmes, adolescents et enfants employés dans les établissements industriels. 1900.
1 pièce
- 527** Dossier relatif aux travailleurs frontaliers. 1939-1949.
1 chemise

XVI. BUREAU DE BIENFAISANCE ET COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE

A. BUREAU DE BIENFAISANCE

1. GÉNÉRALITÉS

528 Registre aux séances. 26 janvier 1886 - 30 novembre 1924.
1 volume

2. PATRIMOINE

529 Dossier relatif aux locations. 1806-1912.
1 chemise

530 - 534 PLANS DES PARCELLES SUR LE TERRITOIRE DE STRÉE. 1892, 1894.

530 530 - 531 1892.
Section B, n° 250a.
1 pièce

531 Section C, n° 386.
1 pièce

532 532 - 534 1894.
Section A, n° 50.
1 pièce

533 Section B, n° 465.
1 pièce

534 Section C, n° 101a.
1 pièce

3. FINANCES

535 535 - 541 BUDGETS ANNUELS. 1867-1925.
1867.
1 cahier

536 1871, 1874.
1 chemise

537 1883, 1885, 1889.

		1 chemise
538	1891, 1898-1899.	1 chemise
539	1900.	1 cahier
540	1918-1919.	1 chemise
541	1920-1925.	1 chemise
542	<i>542 - 545 COMPTES ANNUELS. 1871, 1874, 1885, 1891, 1907.</i> 1871, 1874.	1 chemise
543	1885.	1 cahier
544	1891.	1 cahier
545	1907.	1 cahier
546	<i>546 - 549 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES. 1871, 1874, 1883, 1908.</i> 1871.	1 chemise
547	1874.	1 chemise
548	1883.	1 chemise
549	1908.	1 chemise
550	Compte de fin gestion rendu par Maurice Raucq, à Jules Meurant. 1907.	1 pièce

B. COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE

1. PERSONNEL

551 - 553 DOSSIERS INDIVIDUELS. 1941-1947, 1950-1952.

551	551 - 552 Secrétaires. 1941-1947. Louis Rary. 1941-1946.	1 chemise
552	Luc Dupont. 1947.	1 chemise
553	Désiré Durant, receveur. 1950-1952.	1 chemise
554	Dossier relatif aux installations. 1947-1959.	1 chemise

2. PATRIMOINE

555	Plan relatif au projet d'échange de la section B, n° 250 sur le territoire de Strée, contre la section A, n° 60, d'émile Dalue, sur le territoire de Strée. 1936.	1 pièce
-----	---	---------

3. FINANCES

556	<i>556 - 561 BUDGETS ANNUELS. 1926-1977.</i> 1926-1929.	1 chemise
557	1930-1937, 1939.	1 chemise
558	1940-1942, 1945-1949.	1 chemise
559	1950-1951, 1954-1956, 1958-1959.	1 chemise
560	1962-1969.	1 chemise
561	1970-1977.	1 chemise

562	562 - 566 COMPTES ANNUELS. 1931-1976. 1931-1932.	1 chemise
563	1949.	1 cahier
564	1950, 1953, 1955, 1957-1959.	1 chemise
565	1960, 1962-1968.	1 chemise
566	1970-1976.	1 chemise

XVII. RELATIONS AVEC LA FABRIQUE D'ÉGLISE SAINT-ÉTIENNE

1. PATRIMOINE

- 567 567 - 568 PLANS DE BORNAGE DES PARCELLES. 1895, 1905.
Section C, n° 695, sur le territoire de Strée. 1895. 1 pièce
- 568 Section A, n° 47a et 48a. 1905. 1 pièce
- 569 Dossier relatif aux dons et legs. 1955, 1976. 1 chemise
- 570 Dossier relatif à l'échange de la section A, n° 507a contre la section A, n° 508b de Marc Hainaut. 1973-1975. 1 chemise

2. FINANCES

- 571 571 - 577 BUDGETS ANNUELS. 1837-1975.
1837-1839. 1 chemise
- 572 1840, 1845-1849. 1 chemise
- 573 1850-1859. 1 chemise
- 574 1860-1861. 1 chemise
- 575 1955-1959. 1 chemise
- 576 1961-1969. 1 chemise
- 577 1970-1975. 1 chemise
- 578 578 - 580 COMPTES ANNUELS. 1951-1975.
1951-1959. 1 chemise

579	1960-1969.	1 chemise
580	1970-1975.	1 chemise